

COMMISSION PERMANENTE DU 27 SEPTEMBRE 2021

Décision légalisée en préfecture le 30 septembre 2021 sous le n° 042-224200014-20210927-355702-DE-1-1

Rapport n° 1.7-CBR-3

**VALIDATION DES RÉGLEMENTATIONS DE BOISEMENT DES COMMUNES DE
MAROLS - MONTARCHER - LA CHAPELLE EN LAFAYE - SOLEYMIEUX SAINT JEAN
SOLEYMIEUX - ESTIVAREILLES ET SAINT HAON LE VIEUX**

VU

- l'article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- la délégation générale à la Commission permanente adoptée par délibération de l'Assemblée départementale du 1^{er} juillet 2021,
- les articles L126-1 et L126-2 et R126-1 à R126-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime relative à la réglementation des boisements,
- la délibération de cadrage de l'Assemblée départementale relative à la révision du document de cadrage pour la politique départementale de réglementation des boisements du 26 juin 2017,
- les Commissions d'Aménagement Foncier de :
 - * Estivareilles, le 6 novembre 2019,
 - * Soleymieux, Saint Jean Soleymieux, le 6 novembre 2019
 - * Marols, Montarcher, La Chapelle en Lafaye, le 20 novembre 2019
 - * Saint Haon le Vieux le 15 octobre 2019
- les avis favorables des Commissaires enquêteurs chargés des enquêtes publiques de chaque projet,
- les avis émis par les l'Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de :
 - Loire Forez Agglomération pour les communes, d'Estivareilles le 18 février 2021, de Soleymieux, Saint Jean Soleymieux le 14 avril 2021 et de Marols, Montarcher et la Chapelle en Lafaye le 25 mai 2021,
 - Roannais agglomération par avis tacite pour la commune de Saint haon le Vieux,
- les avis émis par la Chambre d'agriculture pour les communes d'Estivareilles le 14 décembre 2020, de Soleymieux, Saint Jean Soleymieux le 28 janvier 2021, de Marols, Montarcher et la Chapelle en Lafaye le 5 mars 2021 et de Saint Haon le Vieux le 10 février 2021,

- les avis émis par le Centre Régional de la Propriété Forestière pour les communes d'Estivareilles le 1^{er} mars 2021, pour Soleymieux, Saint Jean Soleymieux le 14 février 2021, pour Marols, Montarcher et la Chapelle en Lafaye le 23 juillet 2021 et pour Saint Haon le Vieux par avis tacite.
- les avis émis par pour les communes par les Conseils municipaux de :
 - * Estivareilles, le 15 janvier 2021
 - * Soleymieux, le 22 février 2021
 - * Saint Jean Soleymieux par avis tacite
 - * Marols, le 14 juin 2021
 - * Montarcher par avis tacite
 - * la Chapelle en Lafaye, le 21 mai 2021
 - * Saint Haon le Vieux, le 10 juin 2021

CONSIDERANT

Les demandes des communes d'Estivareilles, Soleymieux, Saint Jean Soleymieux, Marols, Montarcher, la Chapelle en Lafaye et Saint Haon le Vieux qui ont souhaité réviser leur document de réglementation des boisements.

SYNTHESE DU CONTEXTE

Depuis la loi sur le développement des territoires ruraux du 23 février 2005, le Département est compétent pour la mise en œuvre de la procédure de la réglementation des boisements. Une délibération de cadrage, document réglementaire, votée lors de l'Assemblée départementale du 26 juin 2017, donne des règles d'application à l'échelle communale.

Les Commissions d'Aménagement Foncier, constituées par arrêté du Président du Département, se sont réunies pour élaborer de manière concertée un projet de règlement et de plan de zonage, sur les communes concernées,

Ces projets ont ensuite été soumis à enquête publique (article R123-9 du code rural et de la pêche maritime), puis aux Conseils municipaux, au Centre Régional de la Propriété Forestière, à la Chambre d'agriculture et aux EPCI (article R.126-5 du code rural et de la pêche maritime).

Ainsi, l'ensemble des acteurs concernés ont été associés à l'élaboration de ces projets de réglementation de boisement, afin d'intégrer les orientations de chacun. La procédure d'approbation a été suivie conformément au Code rural.

Enfin, il est précisé que les mesures transitoires d'interdiction de plantation qui avaient été prises durant le temps nécessaire aux Commissions d'Aménagement Foncier, pour élaborer le règlement définitif deviendront caduques à compter de la publication de la présente délibération (article R126-7 du code rural et de la pêche maritime).

DECISION : la Commission permanente décide :

- d'approuver la réglementation et le plan de zonage, joints en annexe, pour les communes de :

- * Estivareilles,
- * Soleymieux, Saint Jean Soleymieux,
- * Marols, Montarcher et la Chapelle en Lafaye,
- * Saint Haon le Vieux.

Adopté à l'unanimité

*Projet proposé par la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier du 06 Novembre 2019
Soumis à enquête publique du 15/09/2020 au 16/10/2020.*

A- OBJECTIFS

La réglementation des boisements est **un mode d'aménagement foncier rural**. Elle permet d'améliorer les conditions d'exploitation des propriétés agricoles et forestières afin d'optimiser l'espace agricole et forestier. Elle a en effet pour objectifs de :

- Favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural ;
- Assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables.

Le cadre réglementaire est défini par les articles L126-1 à L126-2 et R126-1 à R126-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime et par la délibération de cadrage du Département de la Loire du 28 Juin 2017.

Conformément aux orientations générales mentionnées dans la délibération de cadrage, toute réglementation doit concourir :

- Au maintien à la disposition de l'agriculture de terres qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations,
- À la préservation du caractère remarquable des paysages,
- À la protection des milieux naturels présentant un intérêt particulier,
- À la gestion équilibrée de la ressource en eau telle que définie à l'article L. 211-1 du code de l'environnement,
- Et à la prévention des risques naturels.

B- CHAMP D'APPLICATION

1. Éléments concernés par la réglementation des boisements

La réglementation des boisements concerne uniquement les semis, les plantations ou les replantations après coupes rases **d'essences forestières**, et non les modalités de la gestion et de l'exploitation sylvicole.

Les alignements de peupliers cultivars, ceux de résineux et les taillis à courte ou à très courte rotation (TCR et TTCR) sont soumis à la réglementation des boisements.

2. Éléments exclus de la réglementation des boisements

Les projets de plantations et de replantations concernant les éléments suivants ne sont pas soumis à la réglementation de boisements :

- les parcs ou jardins attenants à une habitation ;
- les vergers (ou les arbres fruitiers), les châtaigniers et noyers à vocation fruitière, dans la limite d'une densité maximale de 70 tiges à l'hectare ;
- les pépinières, c'est-à-dire les terrains affectés à la production de plants destinés à être transplantés, mis en valeur par un pépiniériste déclaré comme tel au registre du commerce et des sociétés ;

- les productions de sapins de Noël. Elles sont soumises à des règles spécifiques (déclaration annuelle) ;

Conformément aux orientations départementales, les plantations suivantes sont également exclues de la réglementation :

- les haies champêtres, les alignements d'arbres feuillus (excepté les peupliers cultivars) et les arbres isolés ;
- Les plantations anti-congères, celles réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d'un projet communal (ou associatif) d'intérêt collectif.

C- ZONAGE

Le zonage de la réglementation des boisements de la commune comporte **3 types de périmètres** :

- Périmètre à boisement **libre**.
- Périmètre **interdit** au boisement ou à la replantation après coupe rase.
- Périmètre **réglementé** pour le boisement ou la replantation après coupe rase.

Chacun de ces périmètres est clairement délimité sur le plan de zonage de la commune. Une parcelle peut être découpée et soumise à plusieurs périmètres.

D- DUREE DE VALIDITE

Les interdictions de nouveau boisement ou reboisement des parcelles comprises dans les périmètres interdits sont prononcées pour **une durée de 20 ans** à compter de la publication de la délibération départementale approuvant la réglementation des boisements. À l'issue de ces 20 ans, les périmètres interdits passent, de manière automatique, en périmètres réglementés pendant 10 ans.

Les réglementations de nouveau boisement ou reboisement des parcelles comprises dans les périmètres réglementés sont prononcées pour **une durée de 30 ans** à compter de la publication de la délibération départementale approuvant la réglementation des boisements. À l'issue de ces 30 ans, les semis, plantations et replantations ne sont plus soumis à aucune réglementation sans l'engagement d'une révision de la réglementation des boisements.

E- LE PERIMETRE A BOISEMENT LIBRE

Dans le périmètre à boisement libre, tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières peuvent s'effectuer sans formalité, ni restriction autre que découlant du droit commun.

Les distances de plantations par rapport aux fonds voisins sont donc de 2 mètres comme prévu à l'article 671 du Code Civil.

F- LE PERIMETRE A BOISEMENT INTERDIT

Périmètre au sein duquel tous semis, plantations et replantations après coupe rase d'essences forestières sont strictement **interdits pendant une durée de 20 ans**. Cette interdiction ne concerne pas les éléments exclus de la réglementation des boisements, mentionnés au paragraphe B-2.

Au-delà de cette durée de 20 ans, le périmètre à boisement interdit devient un périmètre à boisement réglementé pendant 10 ans (sauf s'il est engagé une procédure de renouvellement de la réglementation et que des mesures transitoires d'interdiction sont prises).

Dans le périmètre INTERDIT, le propriétaire a une obligation d'entretien afin que l'enrichissement ou le boisement spontané ne porte pas atteinte aux propriétés voisines.

Le sous-périmètre à boisement interdit après coupe rase :

Il ne sera pas possible de reboiser les parcelles après coupe rase. Le propriétaire n'a en revanche aucune obligation de réaliser une coupe rase.

G- LE PERIMETRE A BOISEMENT REGLEMENTE

Dans ce périmètre, quiconque veut procéder à des plantations, replantations ou à des semis d'essences devra en faire une déclaration au Département de la Loire et respecter les conditions énoncées ci-après.

Le sous-périmètre à boisement réglementé après coupe rase :

Il sera possible de reboiser les parcelles après coupe rase en respectant la réglementation. Le propriétaire n'a en revanche aucune obligation de réaliser une coupe rase.

La Commission Communale d'Aménagement Foncier, conformément à la délibération de cadrage du Département, a fixé les règles à respecter dans le périmètre réglementé comme suit :

1. Les Distances de recul avec les fonds voisins

- par rapport aux fonds voisins agricoles non boisés : **6 m** de distance de recul à partir de la limite de propriété, sauf en cas de nouveau boisement en bordure de vignes ou de cultures spécifiques (maraîchage, arboriculture, plantes médicinales,...) pour lesquelles la distance de recul est de **20 m** ;

Les propriétaires de parcelles situées en périmètre réglementé, même situées en limite de périmètres libres, devront respecter cette distance de recul tant que la parcelle voisine n'est pas boisée.

- par rapport aux habitations ou à partir de la limite de parcelles constructibles : **50 m** de distance de recul.

2. Le choix des essences

Afin de choisir des essences adaptées aux stations forestières, il est recommandé aux propriétaires de consulter le guide réalisé par le Centre Régional de la Propriété Forestière Rhône-Alpes (C.R.P.F) « *Le choix des essences forestières dans le Nord-Ardèche, la Loire et le Rhône (bordure Est du Massif Central)* ». Ce guide est téléchargeable sur le site web :

http://www.cnpf.fr/data/402346_guide_bemc_1_1_1.pdf

- Boisement d'une surface supérieure à 1 hectare.

Pour le boisement ou le reboisement d'une **surface supérieure à 1 ha**, le propriétaire devra justifier d'un contact avec une personne qualifiée concernant le choix des essences.

Sont considérées comme personnes qualifiées : les experts forestiers, les gestionnaires forestiers professionnels agréés par le Préfet de Région Auvergne Rhône-Alpes (liste consultable sur le site de la

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Auvergne Rhône-Alpes : <http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/GESTIONNAIRE-FORESTIER>, les techniciens du C.R.P.F, les techniciens des coopératives forestières et les agents de l'ONF.

- Boisement d'une surface supérieure à 4 hectares.

Le boisement ou le reboisement avec une seule essence d'une **surface supérieure à 4 ha** sont interdits. Le déclarant devra proposer un mélange, par zones, îlots ou pieds à pieds, comptant au minimum 20 % d'une autre essence déterminée en fonction des potentialités de la station.

- Boisement en bord de cours d'eau :

La plantation et le reboisement en bordure des cours d'eau ne sont pas interdits. Ils sont réglementés, en fonction des essences, dans une bande de 6 m de largeur. La largeur de cette bande est calculée horizontalement à partir du sommet de la berge.

Dans cette bande de **6 m** en bord de cours d'eau, il est interdit de planter les essences suivantes :

- Tout résineux, excepté le Pin sylvestre et le Sapin pectiné
- Toutes les variétés de Peupliers cultivars
- Robinier faux acacias
- Érable negundo

3. Récapitulatif des distances de recul et interdictions applicables en zone réglementée

RECUZ ZONE AGRICOLE	RECUZ HABITATIONS ET PARCELLES CONSTRUCTIBLES	CHOIX DES ESSENCES	LARGEUR DE LA BANDE AUX BORDS DES COURS D'EAU
<p>6 m de recul par rapport aux fonds voisins non boisés (sauf cas particulier, voir point suivant).</p> <p>En cas de nouveau boisement en bordure de vignes et de cultures spécifiques (maraîchage, arboriculture, plantes médicinales...) : 20 m.</p>	<p>50 m</p> <p>Parcelle déjà bâtie : la distance de recul s'applique à partir du bâti.</p> <p>Parcelle non bâtie mais constructible : la distance de recul s'applique à partir de la limite de parcelle.</p>	<p>Guide du CRPF le choix des essences forestières (bordure Est du Massif central).</p> <p>Contact obligatoire avec un agent forestier en cas de plantation d'une surface > à 1ha.</p> <p>2 essences demandées pour une plantation d'une surface > à 4ha (20% de mélange).</p>	<p>6 m</p> <p>La largeur de cette bande est calculée horizontalement à partir du sommet de la berge.</p> <p>Dans cette bande, il est interdit de planter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des résineux (excepté le Sapin pectiné et le Pin sylvestre) • les variétés de Peupliers cultivars, le Robinier faux acacia et l'Érable Négundo.

Il est rappelé que la commune de SAINT JEAN SOLEYMIEUX est concernée par des servitudes relatives à la protection des eaux destinées à la consommation humaine. Les prescriptions mentionnées dans les Déclarations d'Utilité Publique instaurant les périmètres de protection et les servitudes s'y rapportant s'appliquent en sus de la réglementation des boisements.

4. Obligations déclaratives

Dans le périmètre réglementé, quiconque veut procéder à des plantations, replantations ou à des semis d'essences forestières devra en faire une déclaration au Département de la Loire. La déclaration est obligatoire et doit être antérieure à la plantation. Les déclarations doivent comporter :

1 - La **désignation cadastrale** des parcelles concernées, avec la section, le numéro de parcelle et le lieu-dit (joindre un plan de situation à échelle 1/25 000°, un extrait de matrice cadastrale et un extrait de plan cadastral indiquant les parties à boiser),

2 - La **surface** à boiser ou à reboiser avec la **nature sommaire des travaux projetés**,

3 - Les **essences prévues**, en justifiant, pour une surface demandée supérieure à 1 hectare, d'une prise de contact avec une personne qualifiée (expert forestier, gestionnaires professionnels forestiers, agents du CRPF, de l'ONF ou d'une coopérative,..).

4 – *Le cas échéant, l'avis de l'autorité environnementale : examen au cas par cas pour un premier boisement > 0.5 Ha (CE R122-3), évaluation d'incidence pour un boisement dans un site Natura 2000 (CE R414-19).*

Les imprimés de déclaration sont disponibles en mairie et au Département. Ils sont également téléchargeables sur le site internet du Département : www.loire.fr. Les déclarations doivent être déposées contre récépissé ou transmises en recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur le Président du Département
PADD – Service Agriculture
Hôtel du Département
2, rue Charles de Gaulle
42022 SAINT ETIENNE Cedex.

5. Instruction des déclarations de boisement

Le Président du Département vérifie que le projet envisagé répond aux conditions fixées par la réglementation des boisements de la commune et la présente délibération de cadrage. Dans le cadre de l'instruction, il peut consulter tout organisme, service ou personne dont l'avis s'avérerait utile.

Les propriétaires ayant déclaré leurs projets de semis, plantations ou replantations doivent respecter les prescriptions de la réglementation des boisements adoptée par le Département.

Le Président du Département enregistre les déclarations de boisement et transmet un accusé réception au déclarant.

Le cas échéant, le Président du Département, dans un délai de trois mois, informera le propriétaire d'éventuelles observations afin que le projet de boisement soit conforme à la réglementation des boisements.

6. Les obligations déclaratives relatives aux cultures d'arbres de Noël

Conformément à l'article L126-1 du Code rural et de la pêche maritime, ces projets doivent faire l'objet d'une **déclaration annuelle** préalable au semis, plantation ou replantation. Les plantations de sapins de Noël doivent impérativement respecter toutes les conditions fixées par le décret n° 2003-285 du 24 mars 2003 à savoir :

Essences utilisables : Picea excels, Picea pungens, Picea omorika, Picea engelmannii, Abies nordmanniana, Abies nobilis, Abies grandis, Abies fraseri, Abies balsamea, Abies alba, Pinus sylvestris, Pinus pinaster.

Densité de plantation : elle doit être comprise entre 6 000 et 10 000 plants/hectare.

Hauteur maximale : 3 mètres.

Durée maximale d'occupation du sol : 10 ans.

Distances de plantation : elles sont fixées à l'identique que pour les boisements en périmètre réglementé sur la commune concernée. À défaut, c'est le Code civil qui s'applique (article L671).

Le Président du Département enregistre les déclarations de sapins de Noël et transmet un accusé réception au déclarant.

Le Président du Département vérifie que le projet envisagé concerne une production d'arbres de Noël répondant aux conditions techniques et réglementaires fixées par décret.

Le cas échéant, le Président du Département, dans un délai de trois mois, informera le propriétaire d'éventuelles observations.

7. Mesures de sanction

- Non-respect des dispositions de la réglementation des boisements

En cas de non-respect de la décision du Président du Département ou des dispositions prévues par les réglementations des boisements, les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par le Code rural et de la pêche maritime (L126-1, R126-9 et 10). Ils pourront notamment être tenus de détruire à leurs frais les boisements irréguliers.

- Non-entretien des terrains à boisement réglementé ou interdit

Conformément à l'article R126-1 du Code rural et de la pêche maritime, en cas d'enfrichement portant atteinte aux propriétés voisines d'un terrain interdit ou réglementé, le propriétaire se verra dans l'obligation de débroussailler son terrain.

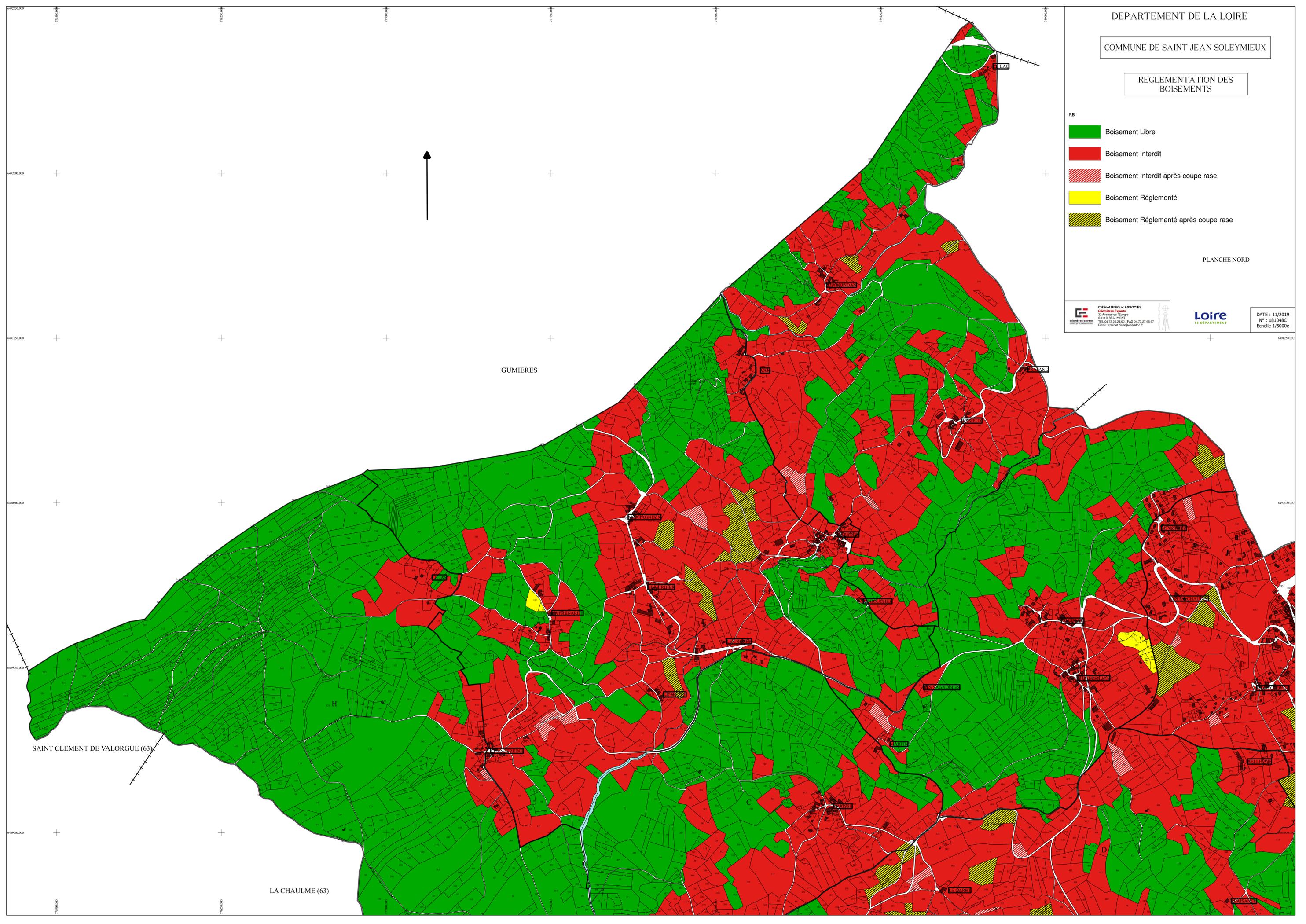
- RB
- Boisement Libre
 - Boisement Interdit
 - Boisement Interdit après coupe rase
 - Boisement Réglementé
 - Boisement Réglementé après coupe rase

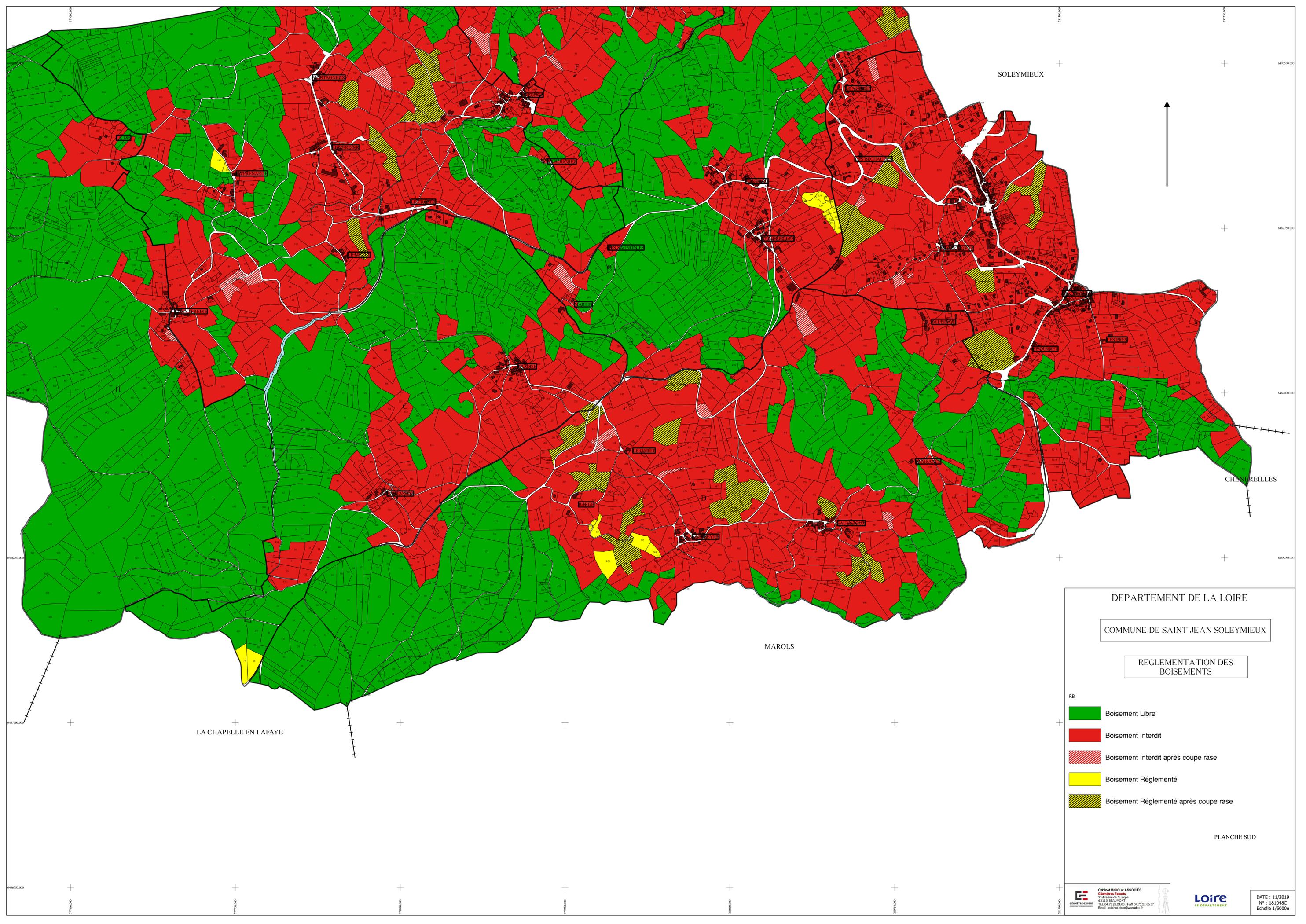
PLANCHE NORD

Cabinet BISO et ASSOCIES
 Géomètres Experts
 33 Avenue de l'Europe
 43110 BEAUMONT
 TEL 04 73 28 54 00 FAX 04 73 27 85 57
 Email : cabinet.biso@wanadoo.fr



DATE : 11/2019
 N° : 181048C
 Echelle 1/5000e





DEPARTEMENT DE LA LOIRE

COMMUNE DE SAINT JEAN SOLEYMIEUX

REGLEMENTATION DES
BOISEMENTS

- RB
- Boisement Libre
 - Boisement Interdit
 - Boisement Interdit après coupe rase
 - Boisement Réglementé
 - Boisement Réglementé après coupe rase

PLANCHE SUD

Loire
LE DÉPARTEMENT

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

Guide pratique



Code rural et de la pêche maritime : articles L126-1 et 2 et R126-1 à 11

Département de la Loire
Pôle Aménagement et Développement Durable
Direction de l'Eau de l'Environnement de la Forêt et de l'Agriculture

Votre commune dispose d'une réglementation des boisements approuvée par le Conseil départemental de la Loire. Tout propriétaire qui souhaite boiser un terrain sur votre commune doit donc se référer à la réglementation en vigueur.

Où trouver les informations sur la réglementation des boisements de la commune ?

Consulter le dossier papier définitif « Réglementation de boisements » de la commune, transmis par le Département après approbation. Il comprend les pièces suivantes :

- La délibération approuvant la réglementation des boisements communale
- Le règlement
- Le plan de zonage parcellaire communal

Ces documents vous ont également été transmis en version numérique et sont disponibles sur le site internet du Département de la Loire www.loire.fr, rubrique Aménagement foncier agricole.

Rappel : La réglementation des boisements doit figurer en annexe au plan local d'urbanisme (*article R153-18 et R151-53 du Code de l'urbanisme*).

Comment renseigner un propriétaire qui souhaite boiser un terrain ?

Identifier tout d'abord le statut de la parcelle à boiser sur le plan de zonage parcellaire :

-  Libre
-  Interdit (ou Interdit après coupe rase)
-  Réglementé (ou Réglementé après coupe rase)

Si la parcelle est en périmètre Libre :

Boisement possible sans conditions particulières, mise à part la distance du code civil (*article L671*) : 2 mètres de la parcelle voisine pour les arbres dépassant 2 mètres de hauteur.

Si la parcelle est en périmètre Interdit (ou Interdit après coupe rase) :

Boisement interdit pour une durée de 20 ans.

Obligation d'entretien (*article L126-2 du Code rural et de la pêche maritime*)

Au-delà de 20 ans, le boisement devient réglementé (se référer pour cela à la date d'approbation de la réglementation des boisements par le Département).

Si la parcelle est en périmètre Réglementé (ou Réglementé après coupe rase) :

Boisement possible pour une durée de 30 ans dans les conditions définies au règlement et après déclaration.

- ☞ Consulter le **règlement** : distances de retrait par rapport aux fonds voisins agricoles non boisés et aux habitations, essences interdites dans une bande au bord des cours d'eau.

- ☞ Compléter une **déclaration de boisement**, à transmettre au Département de la Loire avant de démarrer le projet de boisement. Le délai d’instruction est de 3 mois. Ce document est téléchargeable sur www.loire.fr, rubrique Aménagement foncier rural.

Attention, La réglementation des boisements régit uniquement la plantation, semis ou replantation. Elle ne permet pas d’obliger un propriétaire à couper un boisement. De plus, elle ne prend pas en compte :

- les parcs ou jardins attenants aux habitations,
- les vergers,
- les haies,
- les arbres isolés,
- Les plantations anti-congères, les plantations réalisées dans le cadre d’un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d’un projet communal (ou associatif) d’intérêt collectif,
- Les plantations de sapins de Noël (déclaration spécifique).

Que faire si un propriétaire souhaite réaliser une plantation de sapins de Noël ?

Les plantations de sapins de Noël doivent faire l’objet d’une déclaration annuelle préalable au semis, plantation ou replantation. Cette déclaration est effectuée auprès du Département.

Elles doivent impérativement respecter toutes les conditions fixées par le décret n° 2003-285 du 24 mars 2003 à savoir :

Essences utilisables : Épicéa Commun, Épicéa du Colorado, Épicéa de Serbie, Épicéa d’Engelmann, Sapin de Nordmann, Sapin Noble, Sapin de Vancouver, Sapin de Balsam, Sapin pectiné, Sapin de Fraser, Pin sylvestre et Pin maritime.

Densité de plantation : elle doit être comprise entre 6 000 et 10 000 plants/ha.

Hauteur maximale : 3 mètres.

Durée maximale d’occupation du sol : 10 ans.

Distances de plantation : ce sont celles fixées par l’arrêté concernant la réglementation des boisements sur la commune concernée. À défaut celles prévues par les usages locaux ou l’article 671 du Code Civil devront être respectées.

Que faire si vous constatez des infractions à la réglementation des boisements ?

- Un boisement a été réalisé en périmètre interdit,
- Un boisement a été réalisé en périmètre réglementé sans respect des distances de retrait mentionnées dans le règlement,
- Un terrain a été boisé en périmètre réglementé sans déclaration,
- Des sapins de Noël ont été plantés sans déclaration,
- La production de sapins de Noël est à l’abandon, n’a pas été récoltée dans les dix ans,

- ☞ **S’adresser au Département de la Loire, service Agriculture.**

Qui contacter au Département de la Loire ?

Pôle Aménagement et Développement Durable
Direction de l'Eau de l'Environnement de la Forêt et de l'Agriculture
Service Agriculture
Hôtel du Département
2, rue Charles de Gaulle
42000 SAINT ETIENNE Cedex

Agents assermentés pour constater les infractions à la réglementation des boisements :

Angélique BERTHAIL : 04 77 43 71 07 - angelique.berthail@loire.fr

Lucie JIMENEZ : 04 77 43 71 12 - lucie.jimenez@loire.fr

Pièces jointes :

- Formulaire de déclaration de boisements
- Formulaire de déclaration de production de sapins Noël

FORMULAIRE DE DECLARATION PREALABLE AU BOISEMENT

I- DESIGNATION DU DECLARANT

NOM Prénom (1) :

N° Téléphone :

Adresse :

Qualité du demandeur :

(1) Pour les particuliers, préciser le nom usuel. Pour les sociétés, faire suivre du nom et de la qualité du signataire.

Joindre au présent formulaire les pièces suivantes :

- **1 extrait de matrice cadastrale ;**
- **1 photocopie du plan cadastral certifiée par le Maire**
- **1 plan de situation**
- **Pour un boisement > 1 Ha : justification d'une prise de contact avec une personne qualifiée (expert forestier, agent du CRPF, de l'ONF, ou d'une coopérative,...).**

- Pièces nécessaires au titre du code de l'environnement (contact DREAL ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) :
 - pour un premier boisement > 0.5 Ha : décision de l'Autorité environnementale après examen au cas par cas ;
 - pour un boisement dans un site Natura 2000 : avis de l'autorité environnementale sur l'évaluation d'incidence.

Adressez la demande en 1 exemplaire à l'adresse suivante :

Département de la Loire
Pôle Aménagement et Développement Durable - Service Agriculture
Hôtel du Département
2 rue Charles de Gaulle
42000 St Etienne cedex 1

DECLARATION ANNUELLE DES PRODUCTIONS DE SAPINS DE NOËL

Article L 126.1 du Code Rural

DESIGNATION DU DECLARANT

<i>NOM (ou RAISON SOCIALE)</i>	
<i>Prénom</i>	
<i>Adresse</i>	
<i>tél:</i>	
<i>Adresse électronique</i>	
Propriétaire, si différent du déclarant	
<i>NOM</i>	
<i>Prénom</i>	
<i>Adresse</i>	

Situation de la plantation ou de la replantation projetée

Commune de

Parcelle		Superficie (ha)		Densité (Nombre de plants à l'Ha)	Première Plantation P ou Replantation R	Nature de l'essence utilisée	Distance de plantation par rapport aux parcelles voisines
Section	n°	De la parcelle	à semer, planter ou replanter				

Autres observations

.....
.....

Important: voir au verso de la présente déclaration les indications concernant la constitution du dossier et les conditions générales de plantation

A

le

Signature

**Politique départementale de réglementation des boisements,
Document de cadrage approuvé le 26/06/2017 (Extrait).**

Les obligations déclaratives relatives aux cultures d'arbres de Noël

CRPM – article L126-1 : [...] Les productions de sapins de Noël font l'objet d'une déclaration annuelle portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation, auprès du conseil départemental.

On entend par production de sapins de Noël la plantation d'essences forestières, dont la liste est fixée par décret, et qui remplit des conditions également fixées par décret. [...]

Ces projets doivent faire l'objet d'une **déclaration annuelle** préalable au semis, plantation ou replantation. Les plantations de sapins de Noël doivent impérativement respecter toutes les conditions fixées par le décret n° 2003-285 du 24 mars 2003 à savoir :

Essences utilisables : Picea excels, Picea pungens, Picea omorika, Picea engelmannii, Abies nordmanniana, Abies nobilis, Abies grandis, Abies fraseri, Abies balsamea, Abies alba, Pinus sylvestris, Pinus pinaster.

Densité de plantation : elle doit être comprise entre 6 000 et 10 000 plants/hectare.

Hauteur maximale : 3 mètres.

Durée maximale d'occupation du sol : 10 ans.

Distances de plantation : elles sont fixées à l'identique que pour les boisements en périmètre réglementé sur la commune concernée. À défaut, c'est le Code civil qui s'applique (article L671).

Le Président du Conseil départemental enregistre les déclarations de sapins de Noël et transmet un accusé réception au déclarant.

Le président du Conseil départemental vérifie que le projet envisagé concerne une production d'arbres de Noël répondant aux conditions techniques et réglementaires fixées par décret.

Le cas échéant, Le Président du Conseil départemental, dans un délai de trois mois, informera le propriétaire d'éventuelles observations.

Constitution et envoi du dossier

Il doit être établi une déclaration par commune.

L'imprimé de déclaration doit être accompagné d'un extrait de la matrice et d'un plan cadastral sur lequel figurera l'emprise des terrains qui seront plantés.

La déclaration doit être adressée par envoi postal au Département de la Loire – Direction de la Forêt et de l'Agriculture - Service agriculture – 2 rue Charles de Gaulle – 42022 Saint Etienne Cedex 1.

Il est rappelé :

- 1) que la déclaration annuelle est obligatoire **et doit être antérieure à la plantation.**
- 2) qu'à défaut de déclaration du producteur ou si le projet de plantation ne satisfait pas ou plus aux conditions du décret du 24 mars 2003 rappelées ci-dessus, les dispositions de l'article R126-8 du Code Rural sont applicables de plein droit.
- 3) que toute infraction aux règles rappelées ci-dessus est passible d'une amende contraventionnelle de la 4^{ème} classe (article R126-9 du Code Rural)